

Les sociétés civiles entre résistances et constructions d'alternatives

L'aspiration démocratique, la crise climatique, le besoin de justice sociale... Comment les sociétés civiles s'organisent-elles pour faire entendre leurs revendications ? Qu'a-t-on à apprendre de ces temps de pandémie ? Une convergence des luttes est-elle possible ? Pour quelles alternatives ?

Valentin LANGE, journaliste

Les débats proposés lors de la dernière table ronde de la deuxième journée (28 novembre 2021) de l'université d'automne de la LDH ont démontré que notre société subissait une crise globale impactant les citoyens à tous les niveaux. Cette situation inédite impose des décisions politiques fortes et une remise en cause de notre système économique. Malheureusement, la réponse des pouvoirs publics n'est pas à la hauteur d'une telle crise. Quand les Etats sont défaillants, ce sont les citoyens qui prennent le relai, via les corps organisés que sont les associations et les ONG. Les sociétés civiles s'organisent pour construire un avenir désirable.

Pour Nicolas Souveton, vice-président de la Fédération des mutuelles de France (FMF), « *L'histoire de l'économie sociale est dans une dichotomie, avec ces tensions entre la révolte contre les injustices de notre société et la nécessité de sortir de cette révolte pour construire des solutions pouvant résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés* ». C'est ce qui a été fait par les premiers militants mutualistes qui se sont structurés pour répondre collectivement à l'injustice de la maladie. Selon lui, « *ce combat s'est prolongé dans l'histoire jusqu'à aujourd'hui, avec la lutte contre les inégalités de santé* ». Il poursuit : « *Nous sommes forcés de constater qu'aujourd'hui, tout le monde n'est pas égal dans sa capacité de réponse face à la maladie*. » Si l'accès à la santé est un droit inscrit dans la Constitution, « *la pandémie de Covid-19 a démontré que les inégalités liées à la santé continuaient d'exister* ». Que faire ? D'après le vice-président de la FMF, il existe deux outils interdépendants pour lutter contre ces inégalités : la solvabilisation des dépenses (offrir les moyens économiques à chaque citoyen de pouvoir accéder aux soins), et l'accessibilité de l'offre de soins : « *Si vous donnez de l'argent à quelqu'un pour se soigner mais qu'en face il n'y a pas de médecins, vous n'avez pas du tout résolu le problème de l'accès aux soins*. » Et de rappeler qu'« *en 1946, 2 % des professionnels de santé respectaient le tarif qui était*

remboursé par la Sécurité sociale. Les mutualistes avaient alors décidé de mettre en place une offre de soins alternative à tarif opposable. » Il conclut que « *ce travail a porté ses fruits car il a permis de faire pression sur le système libéral* ».

Les leçons à tirer de la crise sanitaire

Selon Nicolas Souveton, nous pouvons retirer deux leçons de la crise, en termes de politique de santé : d'abord l'organisation de la réponse au besoin de santé de la population est un sujet éminemment politique, et il faut que les citoyens puissent se le réapproprier ; ensuite nous devons réfléchir à la place donnée aux citoyens dans la gouvernance du système de santé. D'après lui, « *il n'y a pas de solution dans la seule imposition autoritaire* ». Il précise : « *Il faut recréer de la confiance dans le système de santé car la capacité de tout le monde à collaborer est essentielle pour pouvoir réussir*. »

Raffaella Bolini, coprésidente du Forum civique européen, constate que « *la pandémie a ouvert de profondes failles dans le récit dominant sur notre société* ». Elle souligne que « *de nombreuses personnes se sont demandées : pourquoi sommes-nous si vulnérables ? Pourquoi notre système est-il si fragile ?* ». Pour l'Italienne, « *au cours des premières semaines du début de la pandémie, la situation instinctive a été la solidarité. Pour la première fois depuis des décennies, l'échelle de valeurs était sur le point de basculer* ». En effet, l'épidémie de Covid-19 a dévoilé au monde entier que les critiques des militants et ONG au sujet du capitalisme étaient fondées. Elle a prouvé que la solidarité, la sécurité commune, les services publics étaient en opposition avec l'individualisme, la concurrence et la primauté du secteur privé. Raffaella Bolini confie : « *J'ai espéré que cette période tragique et extraordinaire produirait un changement de cap dans l'arène politique, mais cela n'a pas été le cas*. » Au contraire les Etats investissent massivement dans les entreprises privées au détriment du secteur



© IRS

Lila-Brune Remy, du mouvement Youth For Climate : « Notre mouvement ne porte pas une colère envers les générations passées mais un message d'espérance, une nouvelle histoire. On se bat pour un autre futur. »
De gauche à droite : Nicolas Souveton, Raffaella Bolini, Malik Salemkour, Gus Massiah, Lila-Brune Remy et Aude Hadley.

public, délaissent la solidarité et cherchent à améliorer leur compétitivité. Selon la militante, « nous sommes revenus à la normalité d'avant-crise, et une partie considérable de citoyens se retrouvent seuls face aux effets durables de la crise économique produite par la pandémie ». Elle estime que ce retour en arrière démontre qu'il y a, dans notre société, un manque de représentation sociale et politique forte des citoyens.

D'après Aude Hadley, responsable du pôle Amérique latine et Caraïbes au Secours catholique-Caritas France, « on voit l'aggravation et l'exacerbation, du fait de la gestion de la crise sanitaire, des inégalités et des injustices préexistantes [en Amérique latine] ». La crise globale de notre société traduit la fin du vieux monde et de son système économique, à bout de souffle. Pour analyser son dépassement, Gus Massiah, membre du conseil scientifique d'Attac et du conseil international du Forum social mondial (FSM), propose de se pencher sur ses contradictions avec les questions écologiques, sociales, politiques, idéologiques. Des contre-révolutions politiques mêlant austérité et autoritarisme se sont imposées, dans le débat public. Pour l'altermondialiste « la bataille pour l'hégémonie

« Pour Raffaella Bolini, coprésidente du Forum civique européen, l'épidémie de Covid-19 a dévoilé au monde entier que les critiques des militants et ONG au sujet du capitalisme étaient fondées. Elle a prouvé que la solidarité, la sécurité commune, les services publics étaient en opposition avec l'individualisme, la concurrence et la primauté du secteur privé. »

(1) Ce mouvement international se traduit par une grève scolaire ou étudiante des jeunes le vendredi, pour manifester contre l'inaction climatique des dirigeants. L'initiatrice du mouvement est la militante Greta Thunberg.

(2) Initiative portée par quatre associations (Notre affaire à tous, la Fondation pour la nature et l'Homme-FNH, Greenpeace France et Oxfam France), visant à poursuivre l'Etat en justice pour inaction, face au réchauffement climatique. Le 14 mars 2019, après avoir diffusé une pétition signée par plus de deux millions de personnes en un mois, les associations ont déposé un recours contre l'Etat auprès du tribunal administratif de Paris. Le 3 février 2021, celui-ci a reconnu une carence fautive de l'Etat dans la lutte contre le dérèglement climatique et l'a condamné à verser un euro symbolique aux quatre associations, en réparation du préjudice moral.

nie culturelle oppose d'un côté l'identitarisme et le sécuritarisme et de l'autre l'égalité et la solidarité». Il ajoute : « La bataille porte sur les libertés, une liberté libertarienne, individualiste ou une des libertés individuelles et collectives à réinventer. » Cette radicalité des idées nouvelles a pour réaction une montée des idées de l'extrême droite. Cela s'expliquerait par la peur et l'affolement par rapport aux nouvelles radicalités, aux nouvelles questions du féminisme, au refus du racisme et à l'urgence de l'écologie.

Comment résister ? Quels leviers d'action ?

Lila-Brune Remy, du mouvement Youth For Climate, explique que « la résistance commence par son mode de vie » : il faut savoir changer ses habitudes de vie pour être au diapason avec ses valeurs. On peut aussi mettre en place d'autres actions plus fortes comme la pression exercée par la société civile, à l'image des grèves étudiantes pour le climat⁽¹⁾, du boycott de produits ou de l'action en justice contre l'Etat menée par « L'affaire du siècle »⁽²⁾.



Selon la militante écologiste, la désobéissance civile des jeunes peut même s'inspirer de mobilisations iconiques comme la lutte du Larzac⁽³⁾, ou, plus récemment, la défense de la forêt de Hambach⁽⁴⁾ et la Zad de Notre Dame-des-Landes⁽⁵⁾. D'après elle, « l'idée de patrimoine commun est un moyen d'inciter les gens à entrer en résistance ». Mais doit-on aller plus loin et user de la violence ? « La violence contre les personnes est entièrement proscrite car elle n'aura aucun impact positif. » Ainsi, dit-elle, « notre mouvement ne porte pas une colère envers les générations passées mais un message d'espoir, une nouvelle histoire. On se bat pour un autre futur. »

Ailleurs, dans le monde, des citoyens s'organisent pour résister, comme en Amérique latine qui, selon Aude Hadley, est « un très beau laboratoire de luttes sociales avec des mouvements, des organisations, des sociétés civiles, des églises qui essaient d'articuler un certain nombre de combats ». Elle explique que de nombreuses luttes secouent ces pays au sujet des questions économiques, écologistes, féministes, du racisme, du respect des peuples autochtones... La spécialiste de l'Amérique latine s'intéresse particulièrement à la Colombie, de par sa dynamique sociale et politique. Elle souligne qu'il y a une forte mobilisation de la société civile et une grande diversité d'acteurs et de manières de lutter et que « des revendications historiques se sont conjuguées avec des demandes plus récentes ». En 2021, le détonateur de la mobilisation a été la volonté du gouvernement de mettre en place une réforme fiscale. Les citoyens ont alors réalisé une des plus grandes grèves de l'histoire de la Colombie, connue sous le nom de « Paro »⁽⁶⁾ : « Ce qui est intéressant, c'est que ce ne sont pas les syndicats qui ont eu le plus de succès dans l'appel à la mobilisation; beaucoup de personnes sont en fait descendues spontanément dans la rue. » Cette grève inédite a obtenu des résultats, comme le retrait de la réforme fiscale et la démission du ministre des Finances. Aude Hadley constate que l'« une des réussites du mouvement est que les gens ont bravé la peur, malgré les violences policières; ils ont "tenu tête" au discours de l'Etat ». Cette mobilisation a aussi permis de faire émerger de nouveaux thèmes dans le débat public comme le droit de protester, la jeunesse et ses enjeux, la création d'espaces de participation citoyenne...

La construction d'alternatives concrètes

Raffaella Bolini sonne l'alarme : « La peur et le sentiment d'abandon entraînent les citoyens vers le pire. » Pour inverser cette tendance il est nécessaire de changer la société, de créer un autre récit populaire puissant qui parle à la majorité des citoyens. La présidente du Forum civique européen souligne que « la spécialisation des luttes des dernières décennies a permis d'approfondir tous les aspects de ce qui doit être changé dans la société ». Alors comment s'y prendre ? Elle met en garde : « Pour combattre le système, il faut des luttes convergentes ». En effet, désunies, les luttes pèsent peu dans le paysage politique.

Les revendications doivent également gagner en qualité pour passer de l'état de propositions révolutionnaires à leur réalisation concrète. Selon Nicolas Souveton, « le combat doit contenir deux aspects qui sont la revendication, c'est-à-dire la construction de la mobilisation sociale, mais aussi la construction citoyenne d'alternatives sur le terrain ». Il poursuit : « Quand on construit des alternatives, il faut faire en sorte qu'elles deviennent performatives sur l'ensemble du système. » Pour Gus Massiah, « l'urgence est de

« Pour Gus Massiah, membre du conseil scientifique d'Attac et du conseil international du Forum social mondial (FSM), "l'urgence est de définir un projet de dépassement et d'émancipation qui correspond à l'alliance stratégique entre les mouvements sociaux, et d'inventer de nouvelles formes de politique qui renouvellent l'approche de la démocratie, défi principal que nous avons devant nous." »

définir un projet de dépassement et d'émancipation qui correspond à l'alliance stratégique entre les mouvements sociaux, et d'inventer de nouvelles formes de politique qui renouvellent l'approche de la démocratie, défi principal que nous avons devant nous. »

Pour conclure les débats de cette université d'automne, Malik Salemkour, président de la LDH, explique qu'il n'y a pas une solution définie pour fonder une société plus juste, mais bien plusieurs pistes de réflexion. Il souligne « la nécessité "d'aller vers," d'écouter et de mettre en lumière des choses que d'aucun veulent cacher ». Et de constater que les différentes crises climatiques, sociales, sanitaires... n'ont fait qu'amplifier les injustices et parfois même les violences. Selon lui, le défi principal des citoyens pour faire face à ces dérèglements est de réussir à fédérer les dynamiques et croiser les mobilisations. Un travail important est également nécessaire sur le volet de la citoyenneté, car « c'est lorsqu'on est en prise avec les citoyens et que nous les mettons face à leurs contradictions » que nous pouvons répondre à leurs peurs et construire, ensemble, autour de communs partagés. Les crises sanitaires et économiques récentes ont suscité une véritable prise de conscience des dysfonctionnements de nos sociétés : « A nous d'en faire politique ! C'est-à-dire une implication effective dans les droits de la cité qui ne soit pas celle du rejet de l'Autre, mais au contraire celle de la construction d'un monde meilleur ». ●

(3) Grande mobilisation pacifique contre l'extension d'un camp militaire sur le causse du Larzac. Ce mouvement de désobéissance civile dura près de dix ans, entre 1971 et 1981, et se termina par l'abandon du projet d'extension par l'Etat.

(4) Occupée depuis plusieurs années par des militants écologistes, la forêt de Hambach est un site millénaire, situé en Allemagne, menacé par un projet d'extension d'une mine de lignite.

(5) Entre 2012 et 2018 des militants écologistes ont fait de Notre-Dames-des-Landes, en Loire-Atlantique, une zone à défendre (Zad), afin de lutter contre un projet d'implantation d'un aéroport dans un milieu sensible, notamment en raison de la présence de zones humides et d'une biodiversité particulière. Au fur et à mesure de la mobilisation, la Zad de Notre-Dames-des-Landes deviendra une expérimentation sociale visant à la construction d'une société alternative. Suite à la résistance des militants, l'Etat abandonna le projet d'aéroport en 2018. La Zad est encore occupée par des personnes souhaitant poursuivre le nouveau projet de société.

(6) En avril 2021, des milliers de Colombiens sont descendus dans la rue après une proposition de réforme fiscale du président Ivan Duque. Après une semaine de grève, le gouvernement décida d'abandonner le projet de réforme, mais la mobilisation se poursuivit pour demander plus de justice sociale, des mesures pour la jeunesse, le respect du droit de manifester... A ce jour, la situation n'est toujours pas totalement stabilisée.